

Sujet : « Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse »

Après avoir présenté le débat national, j'ai débuté la rencontre en posant la question représentant le thème prospectif.

Plusieurs réactions immédiates se sont fait jour, notamment sur la réalité du débat, son sens objectif. Quels sont les attendus et ne s'agit-il pas d'une vaste manipulation destinée à donner l'impression aux acteurs de l'école de participer à la genèse d'une réforme déjà arrêtée, ou à légitimer des décisions reportées suite aux mouvements sociaux du printemps mais que le gouvernement est décidé à mener à leur terme ?

N'étant investi d'aucune mission particulière et n'ayant selon mon expression « rien à vendre », je n'ai pu rassurer complètement les participants sur la signification de ce débat.

J'ai proposé de recentrer nos discussions sur le thème prospectif, quitte à faire part des réserves exprimées dans la synthèse...

Questions :

- 1) Comment concilier autorité de l'institution et liberté individuelle à l'école ?
- 2) Est-il légitime d'envisager l'affectation d'élèves dans certains établissements en fonction de leur appartenance ethnique ou religieuse ?
- 3) L'école peut-elle concilier la nécessité de donner à tous une culture de base et assurer la promotion par le mérite ?
- 4) Comment l'école peut-elle intégrer la diversité des expressions culturelles ou religieuses tout en résistant à l'emprise des communautarismes ?
- 5) Jusqu'où peut-on accepter les expressions de la mode et de la culture jeunes dans les établissements scolaires ?
- 6) L'école doit-elle éduquer les enfants aux médias et dans quelle mesure ?
- 7) L'école doit-elle défendre la mixité à tout prix ou est-il envisageable de séparer filles et garçons ?
- 8) Une plus grande prise en compte des formations et des diplômes est-elle souhaitable ?

De l'avis général, la notion qui apparaît en filigrane de ces différentes questions est la notion d'égalité des chances, mais aussi celle d'équité devant l'enseignement et de libre arbitre.

Selon plusieurs professeurs, les questions 1 et 5 présupposent que l'autorité et la liberté individuelle ne sont pas conciliées ou qu'elles ne sont pas compatibles.

Dans notre région, et en particulier dans cet établissement, il n'existe pas de problème particulier de rébellion à l'autorité. Chacun est dans son rôle, et le respect mutuel existe, entre enseignants, équipe de direction et élèves.

Le Règlement intérieur, mais aussi le dialogue, semblent les outils préférentiels de réponse à cette question et aux relations humaines dans l'établissement qui est son vécu permanent et pas un sujet philosophique.

Il paraît évident que de tout temps, les « jeunes » ont cherché à se singulariser, dans une période de la vie où l'individu se construit et cherche à affirmer sa personnalité.

Cette singularisation prend par exemple la forme du port d'un vêtement ou de l'affichage de telle ou telle préférence musicale...

L'équilibre, le respect mutuel et individuel, le respect de l'hygiène et la sécurité des élèves ou des enseignants doivent être les limites posées à ces pratiques.

Le dialogue et une application lucide du règlement intérieur sont les meilleurs remèdes à d'éventuels débordements...

Les questions 2 et 4 provoquent des réactions vives. Le problème des communautarismes ne se pose pas concrètement dans notre commune et dans ce collège.

De façon générale, il serait dangereux d'instaurer des règles rigides induisant ce type de comportement car cela nierait l'universalité de l'école républicaine et son fondement. Chacun doit avoir le droit de pratiquer sa religion, de vivre avec sa conscience mais la coexistence de différentes confessions ou d'élèves et de professeurs issus de groupes ethniques différents est vécue comme une richesse plus que comme une difficulté. Il est compréhensible que la question se pose ailleurs, dans des établissements où cette cohabitation devient confrontation. Nous pensons qu'il est nécessaire d'adopter des solutions pragmatiques, adaptées au cas par cas, dans le dialogue et le respect de chacun, comme de la spécificité de chaque établissement. L'équilibre entre les besoins et la règle doit être recherché...

Les questions 3 et 8 surprennent l'auditoire. Une réponse complète nécessiterait une définition fine de ce qu'est la culture de base et de ce qu'est la promotion au mérite, ainsi que la prise en compte de la valeur relative des formations ou diplômes.

Néanmoins, il semble évident à tous que l'école aujourd'hui doit concilier chaque jour ces deux notions. Elle doit dispenser les savoirs de base et faire en sorte que les élèves en difficulté y accèdent, mais aussi faire en sorte que les élèves plus rapides ou plus doués puisse aller au bout de leurs possibilités.

Le problème est l'adéquation des moyens pour ne pas développer un enseignement à deux ou plusieurs vitesses et éventuellement de repenser la distribution des programmes et la notion de classe.

Il est évoqué la solution de type anglo-saxonne qui consisterait à fixer un certain nombre d'apprentissages et de connaissances à avoir assimilé avant tel âge, de façon décloisonnée. Cela permettrait par exemple à un élève doué en histoire d'avancer plus vite dans cette matière et d'avancer à un rythme plus lent en mathématiques s'il éprouve moins de facilités...

Dans une certaine mesure, ce décloisonnement est déjà en vigueur dans le primaire pour des apprentissages de base...

L'adéquation des diplômes ou formations avec la vie économique est un débat en soi. L'école doit-elle dispenser des notions universelles, éventuellement spécialisées vers un type de métier permettant au jeune de s'adapter au monde économique ou au contraire répondre à une commande précise des entreprises en formant à un métier ou une fonction spécifiques ?

La première orientation semble être retenue, même si une meilleure complémentarité entre économie et formation scolaire doit être recherchée.

Il serait dommage que l'entreprise perde toute mission de formation et se contente d'attendre du système éducatif des employés clé en main, avec le danger que représente une spécialisation à outrance de voir ces mêmes employés mis « au rebut » si leur activité disparaît.

Les questions 6 et 7 posent le problème du libre arbitre des jeunes vis-à-vis des informations qu'ils reçoivent à profusion par les médias. Si parmi d'autres enseignements il est souhaitable (en fonction des moyens disponibles et du temps...) d'éduquer les jeunes à appréhender les médias, l'école n'a pas à formater les esprits et à apporter au jeune une sorte de pensée unique réductrice et contradictoire avec les objectifs de l'école publique.

Un certain équilibre et une réelle ouverture d'esprit doivent prévaloir à ce genre d'éducation.

Synthèse thématique

Les grandes valeurs de l'école républicaine semblent être le fondement même de notre système éducatif. L'universalité de l'école, son ouverture à tous quelque soient l'origine ethnique ou les choix culturels ou religieux est un caractère incontournable...

Toute initiative globale, par la loi, visant à enfermer dans un carcan réglementaire ce qui semble relever du dialogue ou de l'intelligence individuelle semble néfaste à cet esprit de l'école de Jules Ferry, qui dit d'adapter au monde d'aujourd'hui mais pas se renier.

Nous proposons donc de donner aux établissements les moyens d'un dialogue permanent entre enseignants, membres du personnel des établissements, élèves et parents d'élèves afin que chacun, en toute circonstance, adopte une attitude équilibrée et respectueuse de l'autre.

Nous souhaitons qu'il soit reconnu que l'école n'a pas pour mission de formater des élèves et des consciences en annihilant toute pensée personnelle et tout libre arbitre mais qu'elle permette à chacun, dans un cadre commun à tous, de vivre sa différence dans le respect mutuel.

Il est proposé de réfléchir à une nouvelle articulation des programmes moins enfermée sans la notion d'année scolaire ou de classe à passer, mais plus orientée vers des groupes ou des modules de savoirs à assimiler, par des objectifs raisonnables éventuellement adaptés à chaque élève, dans l'idéal...

Enfin, le groupe souhaite exprimer ses craintes et ses réticences devant ce type de débat, qui ne permet pas un travail de fond sur les problèmes ou les moyens et qui semble conduire à légitimer certaines orientations déjà arrêtées et qui risquent rapidement pour certaines d'entre elles, de répondre de façon globale à des problèmes ponctuels, en créant des confrontations là où il ne s'agit encore que de cohabitation, par exemple au sujet des expressions religieuses...